

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 16 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ROSSETTO

QUEVETS NORD
ROUTE DE LA SERRA
74490 ST-JEOIRE

Références : 20240627-RAP-ARDechet-InspCarRosStJeoire-vs
Code AIOT : 0006101904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement CARRIERES ROSSETTO implanté ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ROSSETTO
- Quevets nord - Route de Serra BP 44 74490 Saint-Jeoire
- Code AIOT : 0006101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire par arrêté préfectoral (AP) du 3 février 2009 modifié pour une durée de 20 ans et 2 ans de remise en état.

Le gisement a été estimé à 5 000 000 tonnes à la date de l'arrêté préfectoral. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an en moyenne et 300 000 tonnes/an au maximum. Le remblayage est autorisé pour la remise en état du site à partir de la dernière phase d'extraction soit de 2024 à 2029.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant afin de se conformer à la prescription ;
 - soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives et/ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autres Informations
1	Suite inspection du 05/12/2023	Arrêté Préfectoral du 03/02/2029, article 2.8 et 8.2	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1 et 14.1 – 2	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 7.4 et 7.5	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7 et 19.8	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 7.7 et 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun constat n'a fait l'objet d'une demande suite administrative.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2029, article 2,8 et 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets extérieurs inertes
<p>Prescription contrôlée</p> <p><u>Article 2 (AP du 03/02/09)</u> (...) la carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. (...).</p> <p><u>Article 8 (AP du 03/02/09)</u> La remise en état est de type naturel. (...) En pied de falaise et sur le carreau, des matériaux inertes sont mis en remblais dans le prolongement des pentes des terrains adjacents à l'exploitation. (...).</p> <p><u>Article 8.2 (AP du 03/02/09)</u> (...) Les apports extérieurs sont systématiquement accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, les quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. Ce document est visé par l'exploitant lors de la réception des matériaux et il en conserve une copie. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés tous les apports extérieurs de matériaux en précisant la provenance, les quantités des matériaux et les moyens de transports utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. (...)</p>
<p>Constats</p> <p>A la suite de l'instruction des éléments transmis par l'exploitant, des visites réalisées en 2023 sur le site et des données du dossier d'autorisation, les prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant l'acceptation des déchets inertes extérieur pour la remise en état du site ne paraissent pas suffisantes pour assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans ce cadre, et conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant devait transmettre un dossier de porter à connaissance à monsieur le préfet de la Haute-Savoie afin d'encadrer l'acceptation des déchets inertes sur son site et la remise en état finale du site. Ce dossier devait être transmis sous un délai de 6 mois, soit au plus tard le 8 juillet 2024.</p> <p>A la date de l'inspection, l'exploitant a montré en séance son projet de PAC.</p> <p>A la suite de cette présentation, l'inspection a fait des remarques et des observations concernant l'impact du trafic lié au remblaiement, la remise en état avec le boisement de l'éperon tel que prévu dans les plans de remises en états initiaux.</p> <p>Ces observations ne préjugent en rien de l'instruction et des demandes complémentaires qui pourraient être émises à la suite du dépôt officiel du dossier.</p> <p>L'exploitant nous a déclaré en séance qu'il souhaitait un délai supplémentaire pour modifier son dossier.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant doit transmettre sa demande à monsieur le préfet. Cette demande de report a été transmise par courrier du 2 juillet 2024.</p> <p>A la suite de l'instruction des éléments de la lettre, l'inspection considère que le délai peut-être reporté au 30 septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>L'exploitant transmettra le PAC à monsieur le préfet de la Haute-Savoie au 30 septembre 2024. A défaut, en l'absence de transmission du dossier à monsieur le préfet dans le délai demandé, il pourra être proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1 et 14.1 – 2
Thème(s) : Situation administrative, Extraction de matériaux
Prescription contrôlée Article 1 La production moyenne autorisée est de : 150 000 t/an La production max autorisée est de : 300 000 t/an Article 14.1, 2° Les travaux d'extraction et de transport des matériaux issus de la carrière, ainsi que l'apport des remblais, sont interdits de 19h à 7h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. En dehors de ces limites et suite à une demande motivée, l'exploitation devra faire l'objet d'une autorisation de l'inspecteur des installations classées.
Constats L'exploitant a justifié les quantités extraites en 2023. La production maximale autorisée n'a pas été dépassée. Aucune demande d'activité d'extraction exceptionnelle n'a été demandée par l'exploitant en 2024 pour travailler en dehors des plages autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts
Prescription contrôlée Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats Après analyse des éléments des études géotechniques et de l'inspection du 27 avril 2023, l'inspection des installations classées maintenait une zone de sécurité d'une base d'environ 75 m de largeur au droit du front F2 en pied de talus du front principal en raison d'instabilités relevées. Cette zone ne pouvait être levée qu'avec l'aval du bureau géotechnique. L'exploitant a transmis par mail le plan de tir pour purger la masse instable au niveau de F2. Ce plan de tir a été validé par le bureau géotechnique ARIAS Montagne. L'exploitant nous a déclaré en séance que les points de mir devaient être démontés le lundi 1 ^{er} juillet 2024 pour un tir prévu le 3 juillet 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat A la suite de ce tir, l'exploitant transmettra l'avis d'ARIAS Montagne qui valide : <ul style="list-style-type: none">• le retrait de la zone de restriction au droit de F2 ;• la procédure d'exploitation au BRH avec abaissement coordonné du stock de stériles au niveau de F2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 7.4 et 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée Article 7.4 Epaisseur d'extraction L'extraction est limitée entre les cotes 800 et 608 NGF Article 7.5 – Conduite de l'exploitation (...) L'abattage de roche se fait par passes successives de 7 à 8 mètres de hauteur. Le dernier redan de 3 mètres est gratté à la pelle hydraulique puis sculpté au brise-roche dans la continuité du fruit et du faciès de la roche en évitant toute ligne géométrique. A partir de la cote 696, une partie du gisement est laissé en place de façon à masquer les fronts d'exploitation. Dès qu'un espace suffisant est dégagé, l'exploitation est orientée perpendiculairement à la RD 907. Les fronts présentent une pente de 63° environ.
Constats Le jour de l'inspection, nous avons constaté sur site et vis-à-vis du plan d'exploitation que l'exploitant respectait le phasage et en particulier les cotes du carreau d'exploitation. Seule la zone suspendue par l'inspection au droit du front n° 2 présentait une cote supérieure à la cote attendue. L'exploitant nous a déclaré que ce décalage n'était pas important, et devrait être rapidement rattrapé après la sécurisation du front n°2. La méthode d'extraction respecte les préconisations de l'arrêté préfectoral, les pentes sont respectées. L'inspection remarque qu'à l'angle Sud-Ouest , un éperon devait être laissé et reboisé. La cote de cet éperon est de 696 m NGF. A la suite de la lecture du plan la cote est de 630 m NGF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat L'exploitant doit cesser d'exploiter l'éperon à l'angle Sud-Ouest. Dans le cadre de la remise en état, il reconstituera cet éperon qui doit être reboisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7 et 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance poussières environnementales
Prescription contrôlée 19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. 19.8. - Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de

poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Constats

L'exploitant a réalisé un plan de surveillance environnementale des poussières (identification des zones d'émissions, présentations des données météorologiques locales, mise en place de 6 stations de mesures).

Du fait des faibles émissions de poussières environnementales sur les jauges de type b (habitation), inférieure à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante, l'exploitant est soumis à une surveillance semestrielle.

Sur l'année 2023, les 4 campagnes ont été réalisées par le bureau PRONETEC sur une période de 31 jours par jauges Owen.

L'exploitant nous a montré le bilan en séance. Les résultats des campagnes réalisées montrent pour toutes les jauges un résultat largement en dessous de l'objectif à atteindre de 500 mg/m²/jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'inspection rappelle à l'exploitant de transmettre le bilan des poussières environnementales au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 7.7 et 8.2

Thème(s) : Situation administrative, Plans et remise en état

Prescription contrôlée

7.7 – Plans

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats

L'exploitant nous a transmis par courrier du 20/02/2024 le plan d'exploitation pour l'année 2023. L'ensemble des items demandés sont présents sur le plan.

Type de suites proposées : Sans suite